

se sont levés en cette enceinte pour nous dire qu'ils approuvaient, soit les déclarations, soit la politique suivie dans l'administration de leur ministère.

J'en aurais beaucoup plus long à dire là-dessus, monsieur l'Orateur, mais je passe à un autre sujet sans plus tarder.

(Traduction)

Je passe maintenant à un autre sujet. Au début du mois de septembre, les Canadiens ont appris avec grand regret que le chef du parti libéral avait décidé de prendre sa retraite. Est-il besoin de dire que les députés qui siègent de ce côté-ci de la Chambre ont peut-être été plus impressionnés que d'autres en apprenant que notre chef avait l'intention de se faire remplacer, lors d'un congrès dûment convoqué. On ne peut aucunement douter de la place qu'occupera dans l'Histoire l'ex-premier ministre du Canada. Je n'ai pas l'intention de faire son éloge, parce que je sais ce qu'il pense de compliments de ce genre. Je m'inspirerai plutôt d'une autre source. Un jour ou deux après qu'il eut annoncé sa décision, voici ce qu'en écrivait le *Sun* de Vancouver dans son édition du 9 septembre:

Monsieur St-Laurent s'est mérité le respect et l'admiration générale pour ses initiatives dans les affaires internationales, surtout pour le rôle qu'il a joué comme l'un des auteurs de l'OTAN. Il avait assurément toujours conscience des grands problèmes qui se posent à notre époque et il était résolu à s'y attaquer. Mais son principal apport en tant que premier ministre du Canada, c'est au Canada qu'il l'a fait, au canadianisme. Pendant la guerre, il a réconcilié le Canada français et le Canada anglais. Il a été le principal négociateur de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération. Son Gouvernement a aboli les appels au Conseil privé. Il a nommé le premier Gouverneur général canadien.

Sa conception de l'unité, toutefois, était bien plus importante encore. Son enseignement était simple: Ce que Français et Anglais ont en commun, leur qualité de Canadiens, représente bien davantage que les différences qui les séparent, car c'est le Canada même. Et cet homme, dont la naissance lui faisait enjamber la scission fondamentale de nation, a préché cet enseignement comme peu d'hommes pouvaient le faire.

Ceci est un excellent compte rendu du rôle important joué par notre chef bien-aimé. Comme tous les vrais Canadiens, nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre lui serons toujours très reconnaissants pour le rôle qu'il a joué et les services qu'il a rendus au Canada à cet égard.

Sous sa direction avisée, l'unité nationale a beaucoup progressé. Les deux principaux groupes ethniques sont arrivés à une meilleure compréhension mutuelle et, ce qui est encore plus important encore, ont réussi à entreprendre des projets sur le plan national, à travailler de la main dans la main vers un but commun, le progrès plus marqué du Canada.

[L'hon. M. Chevrler.]

Ils ont compris aussi qu'après la paix mondiale, la chose la plus importante pour notre pays est l'unité nationale, qui constitue le fondement indispensable de tout progrès dans chaque sphère de notre vie nationale.

Malheureusement, la stratégie politique du parti conservateur menace maintenant l'unité nationale que nous avons réalisée au cours des dernières années sous la direction du parti libéral. Avant d'aborder le détail de cette stratégie, j'aimerais rappeler un peu l'histoire du parti conservateur à cet égard.

Pour bien comprendre le fond de la question, il faut nous rappeler que, pour ce qui est de l'unité nationale, les Canadiens ont toujours été divisés en trois groupes. A une extrémité se trouvent les Canadiens qui, durant toute notre histoire, se sont toujours montrés plus Britanniques que les Britanniques eux-mêmes, qui ont toujours affiché des tendances impérialistes et qui ont toujours pensé qu'il était impossible que les Canadiens d'expression française fussent britanniques sans cesser d'être Français.

A l'autre extrémité, cependant, se trouvent les Canadiens du Québec qui ont toujours été anti-britanniques, qui ont toujours répugné à participer aux entreprises nationales, si ce n'est à leurs propres conditions. En réalité, ils pensent et se conduisent comme si la province de Québec ne faisait pas essentiellement partie du Canada, mais était un État distinct. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on les appelait les "ultramontains" ou les "castors".

Enfin, à mi-chemin entre ces deux extrêmes, on trouve la grande majorité des Canadiens, tant de langue anglaise que de langue française, qui ont toujours eu un esprit canadien, lequel, certes, n'est pas incompatible avec un profond attachement aux traditions britanniques et françaises, qui acceptent bien volontiers le fait de nos origines ethniques différentes et qui sont disposés à participer aux entreprises communes dans un esprit de conciliation et de respect mutuel.

Sous Macdonald et Cartier, le parti conservateur a été un parti national, au vrai sens du terme. Toutefois, assez tôt dans son histoire, et notamment sous l'impulsion de Blake et de Laurier, le parti libéral a adopté un point de vue canadien et il s'est recruté parmi le troisième groupe de Canadiens dont j'ai parlé. Les libéraux occupant le centre, le parti conservateur s'est cru obligé de se recruter chez les extrémistes, dans les rangs du groupe dit impérialiste du Canada de langue anglaise et, après la mort de Cartier notamment, parmi les ultramontains de la province de Québec.

Comme ces deux groupes d'extrémistes n'avaient rien de commun, le parti conservateur n'avait d'autre choix que d'adopter